

14.4 Investissements internationaux

En 2014, les **investissements directs français à l'étranger (IDFE)**, présentés selon la méthodologie du **principe directionnel étendu**, s'établissent à 32 milliards d'euros, en hausse de 13 milliards par rapport à 2013. Les opérations en capital social françaises à l'étranger affichent un solde positif de 5 milliards. Elles sont en légère progression par rapport aux 3 milliards de 2013, mais restent à un niveau très inférieur à celui des quinze années précédentes. En effet, le montant annuel moyen des investissements nets à l'étranger en capital social avait dépassé 50 milliards d'euros au cours de la décennie deux mille, avant de s'établir à un peu plus de 30 milliards entre 2010 et 2012. En 2014, deux zones géographiques attirent la quasi totalité des flux d'IDFE, les pays de la zone euro (18 milliards) et les « autres pays industrialisés » (12 milliards). Les pays de l'Union européenne hors zone euro reçoivent 2 milliards et les pays émergents et en développement font l'objet de légers désinvestissements nets. Parmi les principaux pays d'accueil, les États-Unis (14 milliards) précèdent les Pays-Bas (11 milliards) et l'Italie (3 milliards), suivis de la Belgique, du Royaume-Uni et de la Pologne. À l'opposé, le Maroc et la Suisse font l'objet de désinvestissements de l'ordre de 4 milliards d'euros.

S'établissant à 11 milliards d'euros en 2014, les **investissements directs étrangers en France (IDEF)** sont en baisse de plus de 20 milliards par rapport à l'année précédente. Toutes les composantes présentent des soldes en réduction

d'une année à l'autre. Les opérations en capital social se soldent par des investissements nets de 7 milliards, en recul de plus de 10 milliards par rapport à 2013. Les bénéficiaires réinvestis s'établissent à un niveau faible (6 milliards après 8 milliards en 2013), compte tenu du niveau modéré des profits des entreprises françaises investies par des non-résidents et d'une part importante des dividendes versés par ces entreprises par rapport aux profits qu'elles réalisent. Les prêts intragroupe présentent un solde de - 2 milliards d'euros en 2014. Ce solde négatif signifie que les groupes étrangers ont globalement réduit le stock des capitaux prêtés aux sociétés françaises qui leur sont affiliées. Cependant, au vu des fluctuations constatées par le passé, ce mouvement ne semble pas s'inscrire dans une tendance particulière. Les principaux pays de provenance des flux d'IDEF sont les Pays-Bas (5 milliards), suivis de la Belgique, de l'Irlande, de l'Allemagne (4 milliards), du Luxembourg et du Royaume-Uni (3 milliards). En sens inverse, la Suisse (- 6 milliards) et l'Espagne (- 4 milliards) sont à la source de désinvestissements nets importants.

En 2014, les flux d'IDE à destination des pays en développement continuent de progresser pour totaliser 55 % des flux mondiaux. La Chine devient la première destination mondiale des IDE devant Hong Kong tandis que les flux vers l'UE poursuivent le mouvement de repli marqué amorcé en 2012. ■

Définitions

Investissement direct étranger (IDE) : investissement qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Centres financiers offshore, première contrepartie, principe directionnel étendu, résidents : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.
- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel*, Banque de France, juin 2015.
- « World investment report 2015 », *Rapport annuel*, CNUCED, juin, 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Flux d'investissements directs selon le pays de première contrepartie

en milliards d'euros

	2013 (r)		2014	
	Étrangers en France	Français à l'étranger	Étrangers en France	Français à l'étranger
Union européenne	19,3	13,3	15,6	20,6
Zone euro	12,0	9,5	13,4	18,4
dont : Allemagne	-1,1	-1,9	3,7	0,9
Belgique	-8,0	10,4	4,4	1,6
Espagne	1,1	5,1	-4,1	0,4
Irlande	-0,5	-1,1	3,7	0,6
Italie	1,8	0,1	1,8	3,2
Luxembourg	12,2	2,4	3,3	0,7
Pays-Bas	4,5	-5,1	4,6	11,1
Autres pays de l'Union européenne	7,3	3,7	2,2	2,2
dont : Pologne	0,6	0,6	0,0	1,4
Rép. tchèque	-0,3	0,2	-0,3	0,4
Roumanie	-0,2	-0,5	-0,1	0,0
Royaume-Uni	6,8	3,8	2,8	1,5
Suède	0,2	-0,3	0,0	-0,5
Autres pays industrialisés	8,3	0,6	-4,1	12,3
dont : États-Unis	6,0	-6,8	0,6	13,7
Japon	1,0	0,2	0,6	0,9
Suisse	1,5	1,9	-5,5	-3,9
Reste du monde	4,7	5,0	-0,1	-0,6
dont : Brésil	-0,1	0,6	0,0	0,3
Chine	0,3	1,8	0,8	0,2
Inde	0,0	0,5	-0,1	0,2
Total	32,3	18,8	11,5	32,3

Note : le signe "-" indique un désinvestissement. Les données sont établies conformément à la nouvelle méthode de calcul des IDE, qui repose sur l'application du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

en milliards d'euros

Au 31 décembre	2011 (r)	2012 (r)	2013
Investissements français à l'étranger			
Stocks ¹	894,1	947,0	935,1
Investissements étrangers en France²			
Stocks ¹	460,8	465,1	491,5

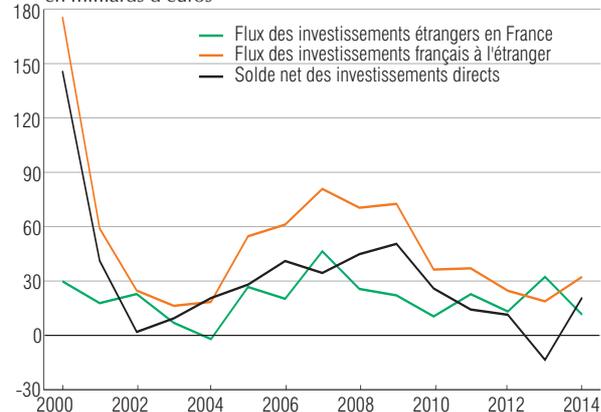
1. Capitaux propres en valeur mixte (y c. investissements immobiliers).

2. La base de données É sane de l'Insee est utilisée en complément du fichier bancaire des entreprises (Fiben) de la Banque de France.

Sources : Banque de France ; Insee, É sane.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger

en milliards d'euros



Note : flux établis en application de la règle du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

Principaux flux d'investissements directs dans le monde

en milliards de dollars

	Flux entrants		Flux sortants	
	2013	2014	2013	2014
Allemagne	18,2	1,8	30,1	112,2
Australie	54,2	51,9	-3,1	-0,4
Brésil	64,0	62,5	-3,5	-3,5
Canada	70,6	53,9	50,5	52,6
Chili	16,6	22,9	7,6	13,0
Chine	123,9	128,5	101,0	116,0
Espagne	41,7	22,9	25,8	30,7
États-Unis	230,8	92,4	328,3	336,9
Finlande	-5,2	18,6	-7,5	0,6
France	42,9	15,2	25,0	42,9
Hong Kong	74,3	103,3	80,8	142,7
Inde	28,2	34,4	1,7	9,8
Indonésie	18,8	22,6	6,6	7,1
Italie	25,0	11,5	30,8	23,5
Koweït	1,4	0,5	16,6	13,1
Malaisie	12,1	10,8	14,1	16,4
Malte	9,6	9,3	2,6	2,3
Mexique	44,6	22,8	13,1	5,2
Pays-Bas	32,0	30,3	56,9	40,8
Rép. de Corée	12,8	9,9	28,4	30,6
Royaume-Uni	47,7	72,2	-15,0	-59,6
Russie	69,2	21,0	86,5	56,4
Singapour	64,8	67,5	28,8	40,7
Suède	3,6	10,0	28,9	12,2
Suisse	-22,6	21,9	10,2	16,8
Thaïlande	14,0	12,6	12,1	7,7
Turquie	12,4	12,1	3,5	6,7
Union européenne	333,1	257,6	285,1	280,1
Monde	1 467,2	1 228,3	1 305,9	1 354,0

Note : hors centres financiers offshore des Caraïbes.

Source : CNUCED, World Investment Report 2015.